

17 MARS 1999

- ARRETE -

**AUTORISANT L'EXPLOITATION
D'UN ATELIER DE FABRICATION DE FûTS ET
EMBALLAGES METALLIQUES A CERENCES**

LE PREFET DE LA MANCHE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée,
- VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitements de surface,
- VU l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées,
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU la demande en date du 22 décembre 1997 présentée par la S.A. Maisonneuve KEG sise "rue de la Gare" à Cérences tendant à obtenir l'autorisation d'exploiter, à ladite adresse, un atelier de fabrication de fûts et emballages métalliques figurant à la nomenclature des installations classées,
- VU les plans et documents annexés à cette demande,
- VU l'arrêté préfectoral du 21 avril 1998 portant ouverture d'enquête publique, effectuée dans la commune de Cérences, Le Mesnil Aubert et Ver,
- VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire-enquêteur,
- VU l'avis des services consultés et les délibérations des conseils municipaux concernés,
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées,
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène en sa séance du 23 février 1999,
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE I

CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 1 : AUTORISATION

La S.A MAISONNEUVE KEG, sise rue de la Gare à Cérences, représentée par son président directeur général, est autorisée à exploiter à la même adresse un atelier métallurgique comprenant des activités de traitements de surfaces, sous réserve du respect des dispositions ci-dessous énumérées .

ARTICLE 2 : INSTALLATIONS AUTORISÉES

2.1 : L'autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans l'établissement et reprises dans le tableau ci-après :

Rubrique	Désignation	A/D	Description
2565 .2 .a)	traitement électrolytique ou chimique des métaux, la capacité des cuves étant supérieure à 1500 l.	A	capacités: chaîne CASK 13 000 l, tunnel Beuguin 1700 l, tunnel Technoline 2 m3.
2560.1)	atelier de travail mécanique des métaux, de puissance des machines fixes supérieure à 500 kW	A	atelier de découpage emboutissage de 635 kW de puissance électrique installée
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles en provenance d'au moins une installation soumise à autorisation	A	Station physico-chimique accueillant des effluents de traitements de surfaces et de nettoyages de citernes neuves
1131.2.c)	emploi ou stockage de préparations liquides toxiques, en quantité comprise entre 1 et 10 tonnes	D	Stock de 2 tonnes d'acide fluorhydrique à 40%

2.2 : Les prescriptions générales du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement, par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

2.3 : La présente arrêté d'autorisation vise également les installations ou opérations relevant de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau, suivantes :

Rubrique	Désignation	A/D	Description
2.3.0-2°b)	Rejet dans un cours d'eau dont le débit excède 0,5 m3/s; et dont le flux de matières polluantes est supérieur à 1 mais inférieur à 5 kg/j de P total	D	station d'épuration physico chimique, de débit moyen 5,4 m3/H et de rejet moyen de 1,3 kg/j de P total

TITRE II
DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES
A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 3 : **AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de satisfaire aux réglementations autres que la législation des installations classées, en particulier celles relevant des codes de l'urbanisme, de la santé publique et du travail ainsi que toutes les dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, la protection des machines et la conformité des installations électriques.

ARTICLE 4 : **MODIFICATIONS**

Tout projet de modification envisagé par l'exploitant, aux installations à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable, devra, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

ARTICLE 5 : **ACCIDENTS - INCIDENTS**

- 5.1 : En application des dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 susvisé, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 Juillet 1976, doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'Inspecteur des Installations Classées.
- 5.2 : Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'Inspecteur des Installations Classées n'en a pas donné l'autorisation, et s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire.
- 5.3 : L'exploitant fournira à l'Inspecteur des Installations Classées, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 6 : **CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES**

Les installations et leurs annexes seront implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. Tous ces plans et schémas relatifs à ces installations seront à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 7 : **AMÉNAGEMENT DU SITE - RÈGLES DE CIRCULATION**

- 7.1 : L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

7.2 : L'ensemble des voies de circulation intérieures sera recouvert d'un matériau adapté et aménagé à partir de l'entrée afin de permettre une desserte facile des différents bâtiments et installations.

L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles seront portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes,...). En particulier des dispositions seront prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leur annexes.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tous objets susceptibles de gêner la circulation.

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

ARTICLE 8 : **PRÉLÈVEMENTS ANALYSES**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, et à la demande du service chargé de l'inspection des installations classées, il pourra être procédé à des mesures physico-chimiques ou physiques des rejets atmosphériques ou liquides, des émissions de bruits ainsi que en tant que de besoin, à une analyse des déchets et à une évaluation des niveaux de pollution dans l'environnement .

Dans ces conditions, les mesures seront effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées ou du service chargé de la police des eaux et de la pêche. Les frais de prélèvement et d'analyse seront supportés par l'exploitant.

ARTICLE 9 : **RAPPORTS DE CONTRÔLES ET REGISTRES**

Tous les enregistrements, rapports de contrôles et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés pendant cinq ans, et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des autres services compétents qui pourront, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents leur soient adressées.

ARTICLE 10 : **BRUITS ET VIBRATIONS**

10.1 : Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques

susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

10.2 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué.

10.3 : L'usage de tous matériels de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

10.4 : Le niveau de bruit ne devra pas excéder les seuils fixés dans le tableau ci-dessous :

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	JOUR 7 h - 22 h sauf dimanches et jours fériés	NUIT 22 h - 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
En limite de propriété	60	55

En tout état de cause, les bruits émis ne doivent pas être à l'origine :

- pour les niveaux de bruit ambiant compris entre 35 et 45 dB(A) d'une émergence supérieure à 6 dB(A) pour la période allant de 7 H à 22 H et de 4 dB(A) pour la période allant de 22 H à 7 H,
- pour les niveaux de bruit ambiant supérieurs à 45 dB(A) d'une émergence supérieure à 5 dB(A) pour la période allant de 7 H à 22 H et de 3 dB(A) pour la période allant de 22 H à 7 H.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsque l'installation est à l'arrêt.

10.5 : Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations seront isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs antivibratoires efficaces.

Un silencieux devra, dans les six mois suivant la notification du présent arrêté, être installé sur la bouche d'évacuation de la chaîne CASK.

10.6: Une campagne de mesure de bruits, sera effectuée dans les six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les résultats de cette étude seront communiqués à l'inspection des installations classées. De nouvelles mesures d'atténuation des niveaux sonores perçus dans l'environnement pourront être prescrites, en fonction des résultats obtenus.

ARTICLE 11 : MESURES GÉNÉRALES DE PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Les installations doivent être conçues et aménagées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques. Ceci doit conduire à la réduction des quantités rejetées.

L'exploitant doit prendre toute les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

ARTICLE 12 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**12.1 : Généralités**

Toute incinération à l'air libre est interdite.

Toutes dispositions seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par la dispersion de poussières ou émanations nuisibles ou gênantes, par des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole et à la bonne conservation des sites.

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) au dessus des bords des chaînes de traitements de surfaces, doivent être captées, et si nécessaires épurées, afin de respecter les normes de rejet énumérées au point 12.4 ci-dessous.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser les débits d'aspiration, en cohérence avec les exigences concernant les ambiances de travail et la protection des travailleurs.

12.2 : Emissions accidentelles

Les dispositions nécessaires seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de danger pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne, devront être tels que cet objectif soit satisfait sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

12.3 : Cheminées

Les rejets à l'atmosphère seront collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. Hauteur et forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, seront adaptées pour favoriser au maximum l'ascension des gaz.

12.4 : Normes de rejet :

Les teneurs en polluants des gaz et vapeurs, émis à l'atmosphère, doivent respecter, avant toute dilution, les limites suivantes :

Acidité totale exprimée en H	0,5 mg/l
HF, exprimé en F	5 mg/l
NOx, exprimés en NO ₂	100 ppm

12.5 : Autosurveillance

Une autosurveillance devra être réalisée sur les moyens et conditions de rejet des gaz et vapeurs à l'atmosphère.

Cette autosurveillance porte notamment sur l'état de fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration, ainsi que sur la qualité des rejets.

A cet effet, au moins une fois par an, une analyse suivant des méthodes simples devra être réalisée sur les rejets à l'atmosphère des deux tunnels KEG et de la chaîne CASK, afin d'estimer la teneur de ces rejets par rapport aux normes fixées au point 12.4 ci-dessus.

ARTICLE 13 : LIMITATION DE LA CONSOMMATION D'EAU

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

La réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateur des consommations. Ces dispositifs feront l'objet de relevés au moins hebdomadaires dont les résultats seront consignés sur un registre.

ARTICLE 14 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

14.1 : Principe généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects, d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout, directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Les différents circuits d'eaux résiduaires (pluvial, eaux usées, eaux de procédé) seront de type séparatifs.

Le plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets sera régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

14.2 : Eaux usées

Les eaux usées telles que les eaux vannes des sanitaires et lavabos et les eaux ménagères seront collectées séparément et traitées conformément au règlement en vigueur.

14.3 : Eaux pluviales non polluées

Les eaux pluviales de toiture ou de ruissellement normalement non polluées seront collectées séparément des eaux résiduaires à traiter et pourront être rejetées au milieu naturel.

Toutes dispositions devront être mises en oeuvre pour que le rejet de ces eaux respecte les normes énumérées au point 14.6 ci-dessous.

14.4 : Eaux industrielles résiduaires

Les eaux industrielles résiduaires pourront être collectées et dirigées soit vers le milieu naturel soit vers le réseau d'assainissement communal.

Le raccordement au réseau d'assainissement ne devra pas être de nature à troubler le bon fonctionnement de la station d'épuration collective. Il se fera en accord avec le gestionnaire du réseau ; une convention préalable sera établie.

Cette convention fixera les caractéristiques des effluents déversés en conformité aux seuils du présent arrêté.

Les rejets d'eaux industrielles devront respecter les normes énumérées au point 14.5 ci-dessus.

14.5 : Qualité des effluents rejetés - Valeurs limites de rejet

Nonobstant les dispositions éventuelles spécifiques stipulées par ailleurs, tout rejet direct ou indirect (via le réseau communal), vers le milieu naturel, devra être exempt :

- ▶ de matières flottantes,
- ▶ de produits dangereux dans des concentrations telles qu'ils soient susceptibles de dégager en égout et dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- ▶ de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décantables ou précipitables qui directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- ▶ de substance toxiques dans des quantités telles qu'elles soient capables d'entraîner la destruction des poissons à l'aval du point de déversement. De plus, ils ne devront pas

provoquer de coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

NORMES DE REJET

Les normes de rejet en termes de concentration, sont définies comme suit, et contrôlées sur un effluent brut non décanté, provenant d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures, proportionnellement au débit.

En cas de prélèvement instantané, aucune des valeurs mesurées ne doit dépasser le double de la valeur limite ci-dessous définies:

eaux pluviales de ruissellement et de toiture:

pH	:	compris entre 5,5 et 8,5
DCO	:	300 mg/l
DBO ₅	:	100 mg/l
MES	:	35 mg/l

Effluents liquides de traitements de surfaces:

débit maximum journalier indicatif : 130 m³/j

pH	:	compris entre 6,5 et 9
Température	:	inférieure à 30°C

DCO	:	150 mg/l	flux moyen sur 24 H:	19.5	kg
MES	:	30 mg/l	" " "	3,90	kg
Cr VI	:	0,1 mg/l	" " "	0,013	kg
Cr III	:	3,0 mg/l	" " "	0,39	kg
Fe	:	5,0 mg/l	" " "	0,65	kg
Ni	:	5,0 mg/l	" " "	0,65	kg
F	:	15 mg/l	" " "	1,95	kg
P(total)	:	10 mg/l	" " "	1,30	kg
N total	:	30 mg/l	" " "	3,90	kg
Hydrocarbures totaux	:	5 mg/l	" " "	0,65	kg

total des métaux Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn ≤ 15 mg/l

14.6 : Prévention des pollutions accidentelles

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

Les aires comportant des installations où un écoulement accidentel d'effluents liquides est à craindre, doivent être étanches, inattaquables, et conçues de manière à permettre le drainage de

ceux-ci vers des capacités de rétention. En particulier, le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des solutions, acides, basiques, toxiques de toutes natures, ou contenant des sels en concentration supérieure à 1g/l, sera garni d'un revêtement étanche et inattaquable, et protégé pour résister aux chocs occasionnels, résultants du fonctionnement normal de l'atelier.

Les unités, parties d'unités, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en oeuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, seront équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits dangereux ou insalubres devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Les capacités de rétention devront être à même de résister à la pression et à l'action chimique des fluides, et conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence de produit n'altère pas les canalisations, les cuves et leurs liaisons éventuelles. Elles seront munies d'une alarme en point bas.

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposées à cette pollution, en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leurs évolution et condition de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de récupération ou de destruction des polluants à mettre en oeuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune et la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

L'ensemble des dispositions prises et les éléments bibliographiques rassemblés par l'exploitant pour satisfaire aux prescriptions ci-dessus feront l'objet d'un dossier de lutte contre la pollution des eaux, conservé à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées et régulièrement tenu à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques. Les analyses et les mesures en vue de faire cesser la pollution et de la résorber seront à la charge de l'exploitant.

14.7 : Réseau d'alimentation en eau

L'alimentation générale en eau de l'atelier sera équipée d'un dispositif disconnecteur, ou de tout système équivalent.

Les canalisations d'alimentation des chaînes de traitement seront elles équipées de clapets anti-retour, ou de tout système présentant des garanties équivalentes.

14.8 : Réserves

Les réserves de produits acides, toxiques de toutes natures, et de sels ou réactifs, sont entreposées à l'abri de l'humidité dans un local spécifique, équipé d'une fermeture de sûreté et d'un système de ventilation forcée ou naturelle.

14.9 : Détoxification des effluents

Les bains usés, les rinçages "morts", les eaux de rinçages courants, et autres eaux de lavage des sols, ou éluats de vidanges, ou de purges, constituent :

- soit un effluent liquide à traiter conformément aux dispositions de l'article 14 ci-dessus,
- soit un déchet à éliminer conformément aux dispositions de l'article 15 ci-dessous.

Le traitement des effluents liquides, pourra être effectuée en continu au travers d'une station de détoxification, ou par "cuvée".

Le rejet des effluents liquides traités pourra être effectué soit dans le milieu naturel, soit dans le réseau d'assainissement communal conformément aux dispositions du point 14.5 ci-dessus.

L'ouvrage d'évacuation des effluents liquides traités en continu ou par cuvette, sera aménagé de façon à faciliter l'exécution de prélèvement. Il sera équipé d'un système de contrôle en continu du pH, relié à une alarme, et interrompant tout rejet en cas de dépassement des critères rappelés au point 14.5 ci-dessus.

Dans un délai n'excédant pas six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées une étude de traitement complémentaire des nitrates contenus dans les rejets industriels.

Dans un délai n'excédant pas un an à compter de la notification du présent arrêté, un traitement complémentaire, ou tout système équivalent, sur les nitrates contenus dans les rejets industriels, devra être mis en place.

14.10 : Autosurveillance des effluents liquides de traitements de surfaces

contrôles en continu

Un contrôle en continu est effectué sur les effluents avant rejet, sur les paramètres débit et pH.

Le pH est mesuré et enregistré en continu. Le débit journalier est consigné sur un support prévu à cet effet.

Ces enregistrements et consignations sont archivés pendant une durée de cinq ans.

Contrôles périodiques:

Des contrôles hebdomadaires, réalisés suivant des méthodes simples, doivent permettre une estimation de la qualité du rejet, par rapport aux normes fixées au point 14.6 ci-dessus.

Ces contrôles portent sur la DCO, et les métaux .

Des contrôles trimestriels, réalisés suivants les normes AFNOR en ce domaine, seront effectués sur la totalité des paramètres énumérés au point 14.5 ci-dessus.

Les analyses et contrôles énumérés au présent article sont à la charge de l'exploitant. Il sont archivés pendant une durée de cinq années.

|| Une synthèse de ces résultats, sera adressée chaque année à l'inspection des installations classées.

14.11 : Exploitation

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves et annexes, cuvettes de rétention, stockages, canalisations, alarmes,...) sera vérifié périodiquement, notamment après toute suspension d'activité supérieure à trois semaines, et au moins une fois par an.

Ces vérifications seront consignées sur un document prévu à cet effet, et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un préposé nommément désigné (voire suppléé), et spécialement formé, a accès à la réserve de produits acides, de sels, et autres réactifs. Celui-ci ne délivre que les quantités nécessaires pour ajuster les bains, afin que les produits ne séjournent pas dans l'atelier.

Les paramètres de fonctionnement de la station de traitement des effluents, conformément au manuel de conduite et d'entretien, sont vérifiés par un agent responsable, dûment formé.

Le traitement par cuvée ne peuvent être assuré que par un agent formé à ce type d'opération.

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité seront établies et affichées en permanence.

Ces consignes concernent:

- la liste des vérifications après toute période d'arrêt d'activité,
- les conditions de délivrance des produits corrosifs ou toxiques, et les précautions pour leur réception, leur expédition, leur transport,

- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées,
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance,
- les modalités d'intervention en cas de situation anormales et accidentelles.

L'exploitant doit s'assurer de la connaissance et du respect de ces consignes.

ARTICLE 15 : DÉCHETS

15.1 : Principes généraux

Toutes dispositions seront prises par l'exploitant pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément puis valorisées ou éliminées par des installations dûment autorisées.

15.2 : Collecte et stockage

L'exploitant organisera dans l'enceinte de son établissement une collecte sélective des déchets de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- déchets industriels banals tels que papiers, cartons, bois,
- plastiques, métaux,
- déchets industriels spéciaux tels que produits de vidanges, résidus de traitement,

Dans l'attente de leur valorisation ou élimination, ces déchets seront conservés dans des conditions techniques assurant toute sécurité et garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances. En particulier seront prises des mesures de prévention contre le lessivage par les eaux météoriques, contre les envols et les odeurs.

Les emballages industriels vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions seront renvoyés au fournisseur lorsque le réemploi est possible.

15.3 : Elimination

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assurera lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

En particulier, les emballages industriels devront être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

L'exploitant doit veiller à la bonne élimination des déchets. S'il a recours au service d'un tiers, il s'assure de l'habilitation de ce dernier ainsi que du caractère adapté des moyens et procédés mis

en oeuvre jusqu'au point d'élimination finale. Il sera en mesure, en particulier, de justifier de l'élimination des déchets industriels spéciaux (huiles,...) dans des installations autorisées à les recevoir.

Un bordereau de suivi sera émis à chaque fois qu'un déchet sera confié à un tiers et chaque opération sera consignée sur un registre prévu à cet effet, tenu à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

15.4 : Autosurveillance déchets

L'élimination des déchets fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées. A cet effet l'exploitant tiendra un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- origine, nature, quantité;
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement;
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale ou de valorisation.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et archivés pendant au moins trois ans.

ARTICLE 16 : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

16.1 : Gardiennage

L'accès à l'établissement sera réglementé. En dehors de la présence de personnel les issues seront fermées à clef.

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour que lui-même ou un membre du personnel délégué, techniquement compétent en matière de sécurité, puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin durant les périodes de gardiennage.

16.2 : Aménagement des locaux

Les locaux quels qu'ils soient seront aménagés conformément à la législation du travail et aux règles générales d'hygiène et de sécurité .

Les installations seront conçues de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

En fonctionnement normal, les locaux seront ventilés convenablement, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.

Les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement seront disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément et qu'en cas d'accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Les salles de contrôle des unités seront conçues de façon à assurer une protection suffisante des personnels et des dispositifs matériels associés à la sécurité des unités, contre les effets d'accidents susceptibles de survenir dans leur environnement proche, tels l'incendie, l'explosion, l'émission de gaz toxique.

16.3 : Zones de sécurité - Atmosphères explosives ou inflammables ou toxiques

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité de l'établissement. Il tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones.

Ces zones de sécurité comprendront pour le moins des zones d'incendie, d'explosion ou de risque toxique. Elles seront matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux...).

La nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, toxique, etc.) et les consignes à observer seront indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.

L'exploitant définit en particulier les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives ou inflammables selon les types suivants :

- Zone de type 0 :* Zone où l'atmosphère est explosive ou inflammable en permanence.
- Zone de type 1 :* Zone, où en cours de fonctionnement normal on est susceptible de rencontrer une atmosphère explosive ou inflammable.
- Zone de type 2 :* Zone, où en cours de fonctionnement anormal on est susceptible de rencontrer une atmosphère explosive ou inflammable.

16.4 : Installations et équipements électriques

Les installations électriques et les matériels utilisés seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées, ainsi qu'au type de zone définies au point 16.3 ci-dessus.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Le matériel et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Un contrôle sera effectué régulièrement au minimum une fois par an par un technicien compétent, appartenant ou non à l'entreprise, qui devra très explicitement mentionner les défauts constatés auxquelles il faudra remédier dans les plus brefs délais. Ces vérifications feront l'objet d'un rapport qui sera tenu en permanence à disposition de l'inspecteur des installations classées.

16.5 : Protection contre l'électricité statique, les courants de circulation et la foudre

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre. Elles respecteront en particulier

les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.

16.6 : Dispositifs d'alarme et de mise en sécurité

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique devront être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

Chaque installation devra pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que :

- dérive du procédé au-delà des limites fixées dans le dossier sécurité,
- incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement.

Le dispositif de conduite des installations sera conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives excessives des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations seront mesurés et si nécessaire enregistrés en continu.

16.7 : Protection contre l'incendie

Les bâtiments et les locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Il est interdit d'introduire dans les zones de type 0 et 1 (définies à l'article 16.3 ci-dessus) des feux nus ou d'y fumer. Les interdictions seront affichées de façon visible à chaque entrée de zone. Un permis feu sera délivré avant la réalisation de tous travaux en zone type 0 et 1.

Moyens de lutte

L'établissement devra disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présentés et au moins les équipements suivants :

- des extincteurs adaptés au type de risque répartis dans les locaux.
- d'une borne incendie normalisée, d'accès facile, implantée à moins de 400 m de l'établissement, et assurant en permanence un débit de 60 m³/H, sous un bar.

Désenfumage

Les structures fermées seront conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. Si des équipements de désenfumage sont nécessaires, leur ouverture doit pouvoir se faire pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

16.9 : Formation sécurité

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités. Cette formation devra notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en oeuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité (notamment des matériels de lutte contre l'incendie);
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci ;

16.10 : Consignes

L'exploitant établira, en sus des documents énumérés à l'article 14.13 ci-dessus, les consignes de sécurité que le personnel devra respecter ainsi que les mesures à prendre (arrêt des machines, extinctions, évacuation...) en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement dans des lieux fréquentés par le personnel et aux emplacements judicieux.

Des consignes générales de sécurité écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention et l'appel des moyens de secours extérieurs. Ces consignes seront compatibles avec le plan d'intervention des secours extérieurs éventuellement établi avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.

ARTICLE 17 : ABANDON DE L'EXPLOITATION

Avant l'abandon de l'exploitation de l'établissement, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la Loi du 10 Juillet 1976 (article 34.1 du décret du 21 Septembre 1977).

En particulier :

- il évacuera tous déchets résiduels entreposés sur le site vers une décharge ou un centre autorisé,
- il procédera au nettoyage des aires de stockage, des voies de circulation, des cuvettes de rétention et des installations, et fera procéder au traitement des déchets récupérés,
- il procédera au démantèlement des installations et des capacités de stockage et évacuera tous débris ou ferrailles vers des installations de récupération ou décharges adéquates,

- à défaut de reprise des bâtiments par une autre entreprise, il procédera à la démolition de toutes les superstructures, à l'évacuation des déblais et au régalaage des terrains de façon à les rendre prêts à recevoir une nouvelle affectation.

La date d'arrêt définitif de l'installation sera notifiée au Préfet un mois au moins avant celle-ci. Il sera joint à cette notification un mémoire sur l'état du site.

ARTICLE 18 : Terres polluées

Dans un délai n'excédant pas six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées:

- une cartographie des terres susceptibles d'être polluées au niveau de l'émissaire de rejet des eaux industrielles dans le milieu naturel,
- un inventaire des méthodes ou propositions de remise en état.

Ces dispositions seront réalisées en accord avec les propriétaires de terrains concernés.

TITRE III **DISPOSITIONS DIVERSES**

ARTICLE 19 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés, notamment ceux du ou des propriétaires des terrains concernés.

ARTICLE 20 : ABROGATION

L'arrêté préfectoral 89 2670 en date du 26 décembre 1989, régissant la société S.A. MAISONNEUVE KEG, est abrogé.

ARTICLE 21 : RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 22 : SANCTIONS

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues aux articles 23 et 24 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement pourront être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application de ladite loi et des textes en découlant, non suivie d'effet constituera un délit.

ARTICLE 23 :

La présente autorisation deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en service dans un délai de trois ans suivant la date de notification du présent arrêté. Il en serait ainsi également si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 24 :

Tout transfert des installations sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle demande d'autorisation.

Chaque changement d'exploitant devra être déclaré au préfet dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant devra en informer le préfet dans le mois qui suivra cette cessation.

ARTICLE 25 :

Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie de Cérances et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimale d'un mois.

L'arrêté sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans les journaux Ouest-France et La Manche Libre.

ARTICLE 26 :

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Coutances, le maire de Cérances, le directeur régional de l'environnement, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le chef du service interministériel de défense et de la protection civile et l'ingénieur de l'industrie et des mines - inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Lô, le 16 MAR 1999



Jean-Régis BORIUS

Ampliation transmise à :

S.A. Maisonneuve KEG - Cérences

M. Pierre Thomine - Sainte Mère Eglise

M. le sous-préfet de Coutances

MM les maires de Cérences

**Le Mesnil Aubert
Ver**

**M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Hérouville Saint Clair**

M. l'ingénieur de l'industrie et des mines - Saint-Lô

M. le directeur régional de l'environnement - Hérouville Saint Clair

M. le directeur départemental de l'équipement - Saint-Lô

M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt - Saint-Lô

**M. le chef départemental du service interministériel de défense et de protection civile -
Saint-Lô**

Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales - Saint-Lô

M. le directeur départemental du travail et de l'emploi - Cherbourg

*Pour le préfet,
l'attaché de préfecture,
chef de bureau délégué,*

D. Morel